

ET MAINTENANT... QU'EST-CE QU'ON FAIT ?

Un an après les révoltes des quartiers, plusieurs associations et collectifs incitent les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales (avec le soutien d'artistes du showbiz, de rappers, de toute la classe politique) en leur promettant que les revendications des quartiers seraient prises en compte. La surenchère des slogans est sans limite : "un bulletin c'est dix cocktails Molotov", "vote ou crève", "voter c'est exister".

La banlieue serait au centre de la campagne grâce à son civisme républicain : certains espérant une petite place chez la candidate de "l'ordre juste" qui devait être la bénéficiaire de ce sursaut républicain (vu la haine que suscite Sarkozy chez nous).

Ainsi donc pendant la campagne électorale, chaque candidat a eu son lot de "porte-parole", "représentants" de la diversité. Il y en a même qui se présentent comme les candidats des quartiers populaires. Mais en dehors des grandes phrases creuses, leur méconnaissance des quartiers et de leurs luttes était

patente. En clair, l'expérience politique, sociale, associative des banlieues, les candidats et les partis s'en tapent.

L'ouverture se résume à un temps de parole accordé (comme une aumône) avec condescendance.

Malgré tous les plâtres de la diversité, de la lutte contre les discriminations, les cités restent des mondes tellement mystérieux qu'on peut en dire n'importe quoi sans prendre le risque d'être contredit. Rien de bien nouveau dans l'exploitation politique des fantasmes sur ces indigènes mis au banc de la démocratie bleu-blanc-rouge.

En résumé, que des jeunes s'inscrivent sur les listes électorales, c'est bien, qu'ils expriment leur opposition à Sarkozy, c'est légitime... De là à absoudre le Parti Socialiste, ce sera sans nous.

De notre côté, on continue à tracer un chemin difficile, loin de la fosse médiatique, pour une expression politique et sociale des Quartiers Populaires.

Les mouvements des quartiers et de l'immigration sont aujourd'hui divi-

sés, atomisés, éparpillés, tirillés par des oppositions parfois réelles, parfois fondées. Mais globalement c'est la concurrence des chapelles, des boutiques, où chacun reste cafeutré dans un égo démesuré.

Personne n'aura raison tout seul. Les divergences de tactiques, de stratégies, d'analyses de nos mouvements, parlons-en, mettons-les en débat, publiquement, au sein du Forum ou ailleurs, que tout un chacun puisse comprendre de quoi il s'agit. Nous avons la capacité d'agir ensemble au niveau national sur les politiques publiques mises en place dans ces quartiers : réhabilitation urbaine, éducation, violences policière, etc...

Donnons-nous les moyens de mener ces batailles ensemble.

Une cinquantaine d'associations, collectifs, syndicats et des individus participent aujourd'hui à la dynamique du Forum, à Paris, Lille, Toulouse, Montpellier, Lyon, Rouen, Strasbourg...

Il y six mois c'était un pari. Le Forum est aujourd'hui une réalité.

Non sans difficultés, financières, logistiques, organisationnelles ; l'indépendance a un coût.

Le Forum Social des Quartiers Populaires est une étape, un lieu de convergence de militants des cités et d'ailleurs. Un espace de résistance à l'oppression qu'on nous promet. Un lieu de confrontation des différents mouvements qui agissent au nom de ces cités. Un lieu de débat sans concession avec les mouvements sociaux et syndicaux qui se sont éloignés de nos quartiers... et qui veulent y revenir... Nous ne détenons pas la vérité, d'autres populations souffrent dans le silence. Les classes populaires, les précaires, les chômeurs, les sans papiers, nous avons intérêt à nous unir au-delà de nos identités multiples. Nous y sommes prêts... Mais pas au prix du reniement de nos mémoires, pas au prix de l'oubli de nos identités et de l'Histoire.

**Le FORUM SOCIAL
des QUARTIERS
POPULAIRES
22-23-24 JUNI 2007
ST DENIS**

Avec la participation de :

DiverCité, Motivés, Ghorba, DAL, Agora, Taktikollektif, Justice pour le Petit Bard, Bouge Qui Bouge, Im'média, ATMF, FTRC, ASAD, Maison des Tilleuls, Indigènes de la République, Idées-à-coudre, Collectif des sans papiers 59, SUD Solidaires, "Résistons Ensemble", MRAP, Synergie, Association des femmes des Francs-Moisins, Coordination Anti-démolitions, L'Autre-Ment, UTIT, AUBE, ASTI Rouen, Quai de la Mémoire, Festival permanent contre les lois racistes, La K-Bine, Latinos Unidos, La rage du peuple, Rebondir, DAL, CMF, Fontenay Générations, MIB...





JUSTICE et DIGNITÉ pour les VIEUX IMMIGRÉS

A l'heure où les initiatives sur la mémoire de l'immigration et de la colonisation se multiplient, les vieux travailleurs immigrés restent sur le carreau. D'un côté on célèbre solennellement la création prochaine de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, de l'autre les principaux concernés par cette histoire continuent à subir une situation économique et sociale inacceptable et injuste. C'est bien le propre du "commémorantisme" ambiant : on s'intéresse charitablement à un passé de l'immigration dont on exclut toute dimension politique et subversive. On se penche la larme à l'œil sur le destin de ces pauvres immigré-e-s avec une vision misérabiliste de leur histoire et une nostalgie malsaine, alors que rien n'est fait contre les logiques d'exclusion et de discrimination qui perdurent. Les entrepreneurs de mémoire ne s'en émeuvent pas. Il semble en effet plus facile de s'émoouvoir sur le passé des morts que sur le présent des vivants. Mieux : on s'émeut d'autant plus facilement sur le passé des morts qu'il s'agit d'occulter le présent des vivants. L'immigration et la question coloniale deviennent une rente pour certaines structures ou personnalités : ils les convoquent uniquement pour remplir les lignes budgétaires de leurs dossiers de subvention avec la caution des pouvoirs publics en charge.

Les vieux travailleurs immigrés vivent une situation sociale dramatique et inacceptable. Ils ne constituent pas un groupe homogène : retraité-e-s, salarié-e-s, locataires HLM ou dans les foyers, propriétaires, isolés ou en famille. Peu sont français. Mais depuis des années, ils subissent les tracasseries administratives, rencontrent d'énormes difficultés pour bénéficier de leurs droits sociaux et sont l'objet d'une suspicion permanente devant les guichets des caisses de retraite, des allocations familiales, du service des impôts, de la Sécurité sociale, etc. Les convocations répétées des administrations deviennent un "job" à plein temps.

A cause des pratiques illégales d'employeurs profitant de leur condition d'immigré, de carrières morcelées (employeurs multiples, éphémères et éparpillés sur le territoire), de salaires très bas, de non cotisation à une caisse de retraite complémentaire, de périodes de chômage, de fréquents accidents ou maladies liées au travail, de difficultés à retrouver tous les papiers, beaucoup ne peuvent pas justifier d'années de cotisations, qui ne sont pas prises en compte par les caisses de retraite. Certains sont rentrés au pays et y sont morts sans jamais bénéficier (eux ou leur épouse) de leur retraite. Pour l'obtention du minimum vieillesse, ils doivent disposer d'une résidence principale et durable sur le territoire français. Pour les isolés, leurs droits à une vie de famille, pourtant consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme leur sont contestés. Les services des impôts vont même jusqu'à nier leur statut d'époux et de père de famille, ils les considèrent

tous comme des célibataires. Faute de logements et de structures adaptées à leur situation, ils se retrouvent hébergés dans des foyers ou garnis miteux. La faiblesse de leurs ressources, les conditions d'habitat en France, les attaches au pays les amènent à faire des allers-retours tant que leur santé le leur permet. Quand elle se détériore ou qu'ils ont des difficultés à se déplacer, ces allers-retours s'espacent. Ils se retrouvent ainsi coincés entre deux pays qu'ils ne peuvent choisir. De par cette situation, ils ne sont plus considérés comme résidents français et ce contre leur volonté. Ainsi, les services fiscaux usent de leur autorité pour remettre en cause leur résidence en France en leur refusant l'octroi de l'avis de non imposition. Cette pratique ouvre la porte du retour forcé au pays.

Les vieux travailleurs immigrés ont voué leur vie aux autres, usé-e-s par le travail en contribuant à la construction des grandes infrastructures, par les guerres pour les anciens combattants (qui ne bénéficient toujours pas des mêmes droits que les soldats français à cause de la "cristallisation" de leurs pensions). Ils et elles se sont sacrifié-es pour leur famille ici et là-bas : enfants, familles élargies, villages, etc. De leur vie de travailleur en France, ils n'ont récolté que le plaisir d'une mission accomplie au prix de la perte de leur santé (pathologies souvent lourdes liées aux accidents de travail, dépressions et problèmes psychologiques, respiratoires, cardiaques...). Après des années de surexploitation dans les mines, la sidérurgie, le textile, le BTP, ils doivent faire face aujourd'hui au vieillissement et les conséquences

en sont dramatiques. Leur espérance de vie a grandement diminué. Beaucoup n'atteignent pas la retraite ainsi que le confirment les statistiques INSEE.

Les veuves de travailleurs immigrés se trouvent souvent sans ressource financière, dans la plus grande précarité, parfois même à la rue comme on peut le constater à Lyon, Paris ou Marseille, après avoir consacré leur vie à l'éducation de leurs enfants. De plus, beaucoup de femmes immigrées subissent les lois discriminatoires du statut personnel de leur pays d'origine. Elles se retrouvent ainsi dans le dénuement le plus total, par exemple après une répudiation prononcée au pays sans que l'Etat français ne s'en soucie.

Tous et toutes ont fait la douloureuse expérience du mépris et de l'humiliation dans un pays qui ne les a jamais reconnu-e-s.

Enfin, il est inacceptable de voir enterrer les plus esseulés dans le carré des indigents, sans que personne ne se préoccupe de leur sort. Les descendant-e-s mais aussi tous ceux et celles qui mobilisent des discours sur l'égalité dans ce pays ne peuvent pas rester spectateurs de ces morts annoncées. Pour que justice soit faite aux vieux immigré-e-s et qu'ils jouissent d'un minimum de dignité, nous exigeons que leurs droits soient respectés et que leur condition spécifique soit prise en compte.

C'est pour cela que, pour la première fois au niveau national, le Forum social des quartiers populaires va réunir les associations et individus qui travaillent sur la question, en vue d'initier une campagne commune.

> HISTOIRE/MEMOIRE 1975 - 1979 LA LUTTE DES FOYERS

Janv. 1975 : la grève démarre du foyer Romain Rolland de St Denis. Les revendications : baisse des loyers, suppression du règlement intérieur, reconnaissance du Comité de résidents.

Sept. 1975 : augmentation générale des tarifs. Plusieurs foyers du 93 et du 95 déclenchent la grève des loyers.

Nov. 1975 : Création du "Comité de Coordination des Foyers Sonacotra en grève". Elaboration d'une plate forme commune de revendications.

Dec. 1975 - Mars 1976 : 3 rencontres Comité de Coordination / Sonacotra : aucun accord. La Sonacotra contestant la représentativité du Comité et imposant un protocole bidon fait par elle.

21 Avr. 1976 : 1er meeting central du comité de Coordination (50 foyers en grève). 3 500 travailleurs à la Mutualité.

7 & 16 Avr. 1976 : 18 délégués de 8 foyers sont expulsés de France par le gouvernement.

24 Avr. 1976 : Manifestation à l'appel du Comité de Coordination : 20 000 travailleurs français et immigrés de Barbès à Nation

Mai 1976 : création par la coordination d'une Commission culturelle chargée de participer à l'animation dans les foyers et de faire des réalisations artistiques de soutien à la lutte.

Mai-Aout 1976 : Le PCF et l'Amicale des Algériens en Europe soutiennent la Sonacotra en appelant aux négociations foyer par foyer. Plusieurs foyers tombent.

Juin 1976 : le Comité de Coord. dépose une plainte contre la Sonacotra pour pratique de prix illicite.

23 Oct. 1976 : meeting central à la Mutualité.

Mars 1977 : retour des 8 des 18 délégués expulsés. Ils seront immédiatement reconvoqués devant des commissions d'expulsions.

Mars 1977 : la CGT, la CFDT et FO négocient avec la Sonacotra sur le dos du Comité de Coordination.

10 Juin 1977 : fête à Champigny de "l'Unité des 24 nationalités en lutte" et du retour des expulsés.

Juil-déc. 1977 : la Sonacotra ne respecte pas les protocoles signés avec certains foyers et procède à de nouvelles augmentations. La grève s'étend dans toute la France (Strasbourg, Dijon, Metz, Dunkerque, Marseille...)

Janv.-Mai 1978 : la grève s'élargit aux foyers ADEF, AFRP, AFTAM et aux cités Logirep. Ils rejoignent le Comité de Coordination Sonacotra qui devient le "Comité de Coordination des Foyers en lutte" regroupant 120 foyers.

10-11 Juin 1978 : grand rassemblement à Chelles appelé par le Comité de Coordination. Stoléro annonce sa décision de "régler la grève" pendant l'été. La Sonacotra engage contre 100 résidents les premiers procès d'expulsion des foyers.

8 Juillet 1978 : Manifestation de préparation de la riposte de l'été : 6 000 travailleurs répondent à l'appel.

Juillet-Déc. 1978 : la plupart des tribunaux renvoient ou se déclarent incompétents devant la grande mobilisation pendant les procès.

Oct. 1978 : La commission Delmon est constituée par le gouvernement pour étudier les problèmes des foyers sans les résidents en grève. Les syndicats y collaborent.

18 nov. 1978 : suite aux incursions répétées de la police dans les foyers (Elancourt, Bagnolet, Sannois, St Denis), manifestations de protestation contre la répression policière à l'appel du Comité de Coord : 20 000 personnes.

Janvier-février 1979 : à la demande du gouvernement, rencontres secrètes gouvernement-sonacotra-comité de coordination.

Mars 1979 : des centaines de résidents sont condamnés à l'expulsion, aux saisies sur salaire, aux fermetures de foyers.

Avril 1979 : expulsions de résidents à Strasbourg, Sartrouville St Germain, Nanterre, Romainville, Dijon, Vitry. Le PCF et l'Amicale des Algériens en Europe reviennent à la charge avec les négociations foyer par foyer.

Mai 1979 : le gouvernement annonce ses projets de lois racistes et anti-immigrés : lois Bonnet-Barre, lois Stoléro, loi Boulin, loi Delmon.

22 juin 1979 : les CRS envahissent le foyer de Garges et expulsent les résidents...

La lutte continue... A suivre

Extraits de la brochure du Comité de Coordination "Garges-les-Gonnesse, la Sonacotra s'enlise" Juillet 1979

APPEL aux FEMMES des QUARTIERS POPULAIRES



marCHE d'habitants des Tilleuls - Blanc Mesnil (93)
novembre 2005 (J.Dray)

Combien sont-ils les jeunes, filles et garçons, des milieux populaires à avoir déjà entendu parler des actions et des luttes menées par les femmes de l'immigration ?

Qui connaît le rôle des artistes des années 50 et 60 dans leur lutte contre le racisme et contre le colonialisme ? Celui des jeunes femmes dans le théâtre militant des années 70 ("Les Flamants" à Marseille, "Ya willi-willi" à Nanterre ou l'ANGI à Aubervilliers) ? Ou dans la création d'associations de femmes, qu'elles soient africaines, ibériques ou des Dom-Tom ? Qui connaît l'engagement des femmes dans les années 80 (le Collectif Jeunes à Paris, Zaâma de Banlieue à Lyon, et beaucoup d'autres...). Et plus tard leur instrumentalisation politique dans les partis ? Qui a entendu parler du rassemblement des femmes à Saint-Étienne contre les rafles d'Algériens dans les années 50 ou de celui des mères de familles de la place Vendôme en 1984 contre les crimes racistes et sécuritaires ?

Combien connaissent les rôles joués par les femmes dans l'organisation de la "Marche pour l'Égalité et contre le racisme" de 1983 ? Et leur rôle majeur en particulier dans le "Collectif Jeunes" de la région parisienne, dans l'initiative de Convergence 84, et plus largement dans les luttes des femmes de l'immigration et/ou des luttes populaires qui ont suivi ?

Qui connaît l'histoire de ces femmes de ménage qui se sont organisées pour dénoncer les pratiques sociales de leur employeur, l'entreprise Arcade en 2002 ? Elles ont gagné leur procès aux prud'hommes et ont retrouvé leur emploi après un an de grève. Qui le sait ?

Nous sommes riches des luttes menées par nos aînées. Or, en France, l'histoire qui nous est enseignée à l'école, ou qui est mise en avant dans les milieux militants, est d'une grande sélectivité.

En tant que femmes issues des quartiers populaires, nous sommes

confrontées quotidiennement aux oppressions sexistes, racistes et de classe, puisque nous les vivons simultanément que ce soit au travail, à l'école, dans la rue, dans nos familles, ou dans les milieux militants.

Nos expériences et celles des femmes militantes qui nous ont précédées sont disqualifiées socialement. Cette non-reconnaissance de la place et du rôle joué par certaines d'entre nous hier comme aujourd'hui, lors des luttes féministes et plus globalement des luttes populaires, conduit à créer une véritable amnésie de l'histoire.

Nous dénonçons et récusons de façon générale cette vision qui trop souvent amène à une infantilisation et une instrumentalisation des femmes des quartiers, dans un rôle victimaire. L'existence politique et sociale des femmes issues de l'immigration et/ou immigrées est constamment niée et trop souvent renvoyée à celle de leurs maris voire de leurs fils. Ce qu'elles pensent, ce qu'elles ressentent et ce qu'elles font est passé sous silence.

On voudrait nous faire croire, enfin, que l'idéal féminin s'exprime à travers des tenues vestimentaires ! Que les femmes des milieux populaires seraient incapables de s'organiser, et que les femmes de l'immigration constamment renvoyées à l'exotisme "couscous-merguez" et au fantasme de la "danse du ventre", devraient être redevables du combat que d'autres, hommes ou femmes, mèneraient pour elles et, bien sûr, "pour leur bien" !

Aujourd'hui, nos revendications pour l'égalité dans tous les domaines, que ce soit au niveau économique (contre la précarité et le surchômage féminin, pour l'amélioration des conditions de vie des "anciennes"), social (contre les violences symboliques et physiques et pour le droit à la maîtrise de son corps), et politique (contre le statut personnel discriminatoire des pays d'origine, contre le racisme envers les minorités "visibles"... et contre toute forme de dis-

Lorsqu'on parle des jeunes des quartiers populaires, ce sont clairement les garçons que l'on désigne. Les filles ne sont mises au premier plan des médias, des politiques et des associations, qu'à travers l'image de "la femme victime et soumise" aux lois de ses frères, de son père, ou encore à travers celle de la mère de famille.

Par ailleurs, l'histoire du féminisme en Occident décrit la lutte des femmes pour les droits (I.V.G, citoyenneté, droit au travail...) sans faire la moindre allusion aux femmes issues de l'immigration. Nous nous reconnaissons, bien évidemment, en tant que femmes dans ces luttes féministes dont les acquis sont encore à défendre, mais nous nous interrogeons sur le fait qu'une grande partie des féministes n'aient pas rejoint et soutenu les revendications et les actions des femmes de l'immigration et des milieux populaires.

Au regard du rôle, du parcours et des luttes des femmes notamment dans les quartiers, c'est faire preuve d'un grand mépris que de continuer à minorer et à instrumentaliser leur existence, leurs mémoires, leurs revendications, passées et présentes. Quand elles ne sont pas tout simplement rendues invisibles.



21 mars 1984 place Vendôme - Rassemblement des mères de familles victimes de crimes racistes et sécuritaires (Im'media)

crimination : orientation sexuelle, de genre, handicap, etc.).

Nous dénonçons également certaines lois votées récemment, et présentées comme des lois "féministes". Nous sommes contre les lois qui punissent des femmes : celle du 15 mars 2004 qui exclut de l'école publique des jeunes filles musulmanes portant un foulard, et contre la loi sur le recouvrement passif qui criminalise et punit les femmes prostituées. Pour nous, ces deux lois sont anti-féministes. Elles criminalisent et excluent de la société des femmes présentées médiatiquement et socialement comme "victimes et soumises".

Nos revendications n'ont de chances d'aboutir et d'être prises en compte que si elles sont communes et solidaires.

Parce que ces questions concernent tout le monde, et ne sont pas des questions spécifiques à traiter à part, nous voulons que toutes les militantes et militants ainsi que les participants-e-s à ce Forum Social des Quartiers Populaires s'en emparent. Nous avons besoin d'une expression collective allant plus loin que l'addition des actions individuelles des

unes et des autres. Ce rendez-vous national nous en donnera l'occasion. Des espaces/temps entre femmes se mettront également en place pour celles qui le désirent.

Le FSQP est pour nous l'occasion de se rencontrer, d'échanger nos expériences, de donner de la visibilité à notre histoire et à nos luttes. Nous espérons nous rencontrer pour réfléchir et discuter entre femmes de la manière dont nous voulons qu'apparaissent ces questions lors des différents débats, ateliers, expositions, projections dans le cadre du FSQP. Tant que la sphère privée restera uniquement l'affaire des femmes, la sphère publique nous échappera. Revendiquons un féminisme solidaire, un féminisme qui ne nous victimise pas et qui, au contraire, valorise l'autonomie de notre parole et de nos luttes.

Tout reste à construire et à imaginer pour ce rendez-vous du FSQP mais également après, au-delà de cet événement national !

Rejoignez - nous !

Nous vous attendons !

Des femmes participantes à la dynamique du FSQP
Contact : femmesfsqp@no-log.org

LES THÉMATIQUES DU FORUM ...

LES ENJEUX DES DÉBATS

Le FSQP sera un lieu d'échanges et de confrontations autour des expériences militantes dans les quartiers. Pour dépasser les discours abstraits, l'ambition est de déboucher sur des perspectives de luttes communes, tant au niveau national que local, autour des questions suivantes.

APARTHEID URBAIN

La politique de rénovation urbaine brasse des milliards d'euros sans réelle participation des habitant-e-s des quartiers. Quel pouvoir des habitant-e-s pour le futur de leur quartier ?

EDUCATION AU RABAIS

L'école joue mal son rôle d'accès au savoir dans nos quartiers. Elle devient un lieu de discrimination, de gardiennage et de sélection programmée vers des voies de garage. Quelle relation entre l'école et le quartier (élèves, parents, etc.) ?

POLICE-JUSTICE

Les multiples révoltes populaires contre les crimes policiers depuis une trentaine d'années révèlent la gestion policière et judiciaire des banlieues. Trop de jeunes sont destinés au parcours piégé : échec scolaire - police - justice - prison. Comment s'organiser face aux violences policières, une justice de caste et des prisons hors-la-loi ?

ENGAGEMENT POLITIQUE ET SOCIAL

Les quartiers ne sont pas des déserts politiques. Il est nécessaire de confronter les différentes formes d'engagements et de faire le bilan des limites du milieu associatif, de la participation aux élections, etc.

CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ

Les taux de chômage et de précarité (intérim permanent) atteignent des "records" dans les banlieues. Le fossé entre les syndicats et les cités marque l'abandon des classes populaires par la gauche. Quelles relations entre les quartiers et le mouvement ouvrier ?

LES ANCIENS DANS LA CITÉ

La question de la vieillesse dans les banlieues n'est pas prise en compte dans les grands plans de solidarité nationaux. Quelles formes de solidarité et de mobilisation pour les anciens ?

HISTOIRE ET MÉMOIRE

Malgré l'occultation par les institutions et les problèmes de transmission de la mémoire, l'histoire des luttes des quartiers et de l'immigration est riche d'expériences et d'enseignements. Comment transmettre nous-mêmes cette Histoire aux plus jeunes ?

LES MUSULMANS ENTRE CRIMINALISATION ET ENGAGEMENT DANS LA CITÉ

Les musulmans subissent un climat islamophobe et des lois d'exception. Comment y faire face ? Quelle implication des organisations musulmanes dans les luttes sociales et politiques des quartiers ?

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Quels types de liens à construire avec les pays d'origine ? S'inspirer et se confronter avec des expériences de luttes à l'étranger sur les quartiers et l'immigration. Comment organiser la solidarité au niveau européen et international sur ces problématiques ?

CULTURES DES QUARTIERS

Les banlieues sont des lieux de brassage, de solidarités et d'invention culturelle. Comment défendre et mettre en valeur cette richesse ?

La première assemblée plénière sera consacrée à la question des femmes et de leurs luttes, sujet qui sera également abordé dans l'ensemble des thématiques.

FORUM MODE D'EMPLOI

LE LIEU :

A SAINT-DENIS (93), EN FACE DU STADE DE FRANCE
M°13 ST DENIS PORTE DE PARIS / A1 / A86

CITÉ FRANTZ FANON

(grande esplanade sur les berges du canal)

VILLAGE DU FORUM

grande scène (concerts du Forum)
stands des associations participant au Forum
grand chapiteau (lieu de débats)
projections continues "cinémas de quartiers"

VENDREDI SOIR : SOIRÉE "KISS CLUB" !

sous le grand chapiteau - soirée funk/soul... à l'ancienne !

SAMEDI APRES-MIDI : CINEMA

2 projections-débats au Cinéma l'Ecran de St-Denis (M°Basilique)

SAMEDI SOIR : GRAND CONCERT GRATUIT

rap, reggae, chaabi...

DU VENDREDI 14h AU DIMANCHE APRES-MIDI : FORUMS-DÉBATS

HÉBERGEMENT

Les personnes qui le souhaitent pourront être hébergées au Forum, dans des équipements collectifs situés à proximité du site de Saint-Denis. Inscrivez-vous auprès de la délégation FSQP de votre ville. Participation de 20€ pour les 3 jours. Pour les personnes présentant des besoins particuliers (enfants en bas âge, handicap...), merci de le faire savoir au siège du Forum (01 40 36 24 66) avant le collectif national des 27 et 28 mai.

TRANSPORTS

Des moyens de transports collectifs sont en cours d'organisation depuis les villes participant au projet FSQP. Pour savoir comment venir au Forum, contactez le siège de l'association ou votre collectif régional.

CITÉ DJAMEL D'ARGENTEUIL

(Bourse du Travail)

ESPACE FORUM / DÉBAT

CITÉ KUNTA KINTÉ

(au terrain de foot sur les berges du canal)

ESPACE JEUNESSE / ENFANTS

animations "militantes" pour les plus petits

> LES RENDEZ-VOUS

TOULOUSE

20 Mai : journée dans le quartier d'Empalot
9 Juin : Forum régional FSQP Toulouse

PARIS

8 juin - 19h : Collectif régional d'organisation Ile-de-France
Bourse du Travail - 3 rue du Château d'eau, Métro République

LILLE

26 mai : Forum régional FSQP Lille
Maison de l'Education Permanente,
place George Lyon, Métro République.

MONTPELLIER

19 mai - 15h : Quartier du Petit Bard
«Réhabilitation urbaine ou arnaque immobilière»
24 mai - 9h : Tribunal de la Cour d'Appel de Montpellier, jugement en appel des syndicats voleurs

ROUEN

26 mai - 15h minuit : Fête de l'ASTI
Films, débats, spectacles, musique
salle des fêtes rue Guillaume Lecoindre Petit Quevilly

STRASBOURG

26 mai - 18h : débat-concerts au Molodoï - fsqp67@no-log.org

VILLETANEUSE

9 mai - 20h : Projection-débat à l'école Jules Verne
105 r Maurice Grandcoing

NANTERRE

16 mai - 19h30 : Projection-débat
salle Agora, 20 rue de Stalingrad
28 mai - 19h : "Nanterre mémoire en miroir"
salle Jacques Decour, rue des Rosiers

INFOS / CONTACTS :

fsqp.free.fr

tous les contacts ville par ville, des archives, les rdv de préparation, le programme des débats...

Association loi 1901 "Forum Social des Quartiers Populaires"
siège : 45-47 rue d'Aubervilliers - 75018 Paris
Tel : 01 40 36 24 66
Mail : fsqp2007@gmail.com